L'EFFACEMENT DU CLIVAGE DROITE-GAUCHE

Alain de Benoist

Tout le monde connaît ce propos d'Alain, qu'on a souvent cité : « Lorsqu'on me demande si la coupure entre partis de droite et partis de gauche, hommes de droite et hommes de gauche, a encore un sens, la première idée qui me vient est que l'homme qui pose cette question n'est certainement pas un homme de gauche »[1]. Alain écrivait cela en 1925. Il serait peut-être surpris de constater que cette question, qu'il imaginait ne pouvoir être posée que par un homme de droite, est aujourd'hui sur toutes les lèvres.

Depuis quelques années en effet, toutes les enquêtes d'opinion concordent pour montrer qu'aux yeux d'une majorité de Français, le clivage droite-gauche est de plus en plus dépourvu de sens. En mars 1981, ils n'étaient encore que 33 % à considérer que les notions de droite et de gauche étaient dépassées et ne permettaient plus de rendre compte des positions des partis et des hommes politiques. En février 1986, ils étaient 45 % ; en mars 1988, 48 % ; en novembre 1989, 56 %[2]. Ce dernier chiffre a été retrouvé lors de deux autres sondages effectués par la Sofres et publiés en décembre 1990 et en juillet 1993[3]. Il n'a apparemment pas varié depuis. Selon un nouveau sondage Sofres publié en février 2002, six Français sur dix, toutes catégories confondues, estiment désormais que le clivage droite-gauche est dépassé. Quant à l'opinion inverse, selon laquelle ce clivage conserve encore un sens, elle n'était plus soutenue dès 1991 que par 33 % des personnes interrogées, contre 43 % en 1981.

Cette évolution est évidemment remarquable, et cela pour trois raisons. D'abord parce qu'elle manifeste une tendance qui s'accentue régulièrement : d'année en année, les notions de droite de gauche apparaissent de plus en plus discréditées. Ensuite parce qu'il s'est agi d'une évolution rapide, puisqu'il a suffi d'une dizaine d'années pour que la crédibilité du clivage droite-gauche perde plus de 20 points dans l'opinion. Enfin, parce que cette évolution est le fait de tous les milieux

politiques et de tous les secteurs d'opinion : en avril 1988, un sondage de la Sofres a même permis de constater que c'est à gauche que cette conviction d'un caractère obsolète des notions de droite et de gauche a le plus progressé depuis 1981[4].

Dans le même temps, cependant, une majorité de Français continuent à se déclarer eux-mêmes de droite ou de gauche, résultat paradoxal qui confirme l'ampleur du fossé séparant les partis politiques de leurs électorats. Mais cet autopositionnement commence lui-même à s'affaiblir. Alors que dans les années soixante, 90 % des Français se positionnaient sans état d'âme sur l'axe droite-gauche[5], ils n'étaient plus en 1981 que 73 % à se ranger dans l'une ou l'autre de ces deux familles politiques, 64 % en 1991 et seulement 55 % en 2002. La proportion de Français qui se classent eux-mêmes « ni à droite ni à gauche » a quant à elle bondi de 19 % en 1995 à 45 % aujourd'hui (sondage Sofres-Cevipof publié en février 2002).

Tous ces chiffres montrent clairement que l'opposition droite-gauche, qui a structuré le paysage politique français pendant deux siècles, qu'Emmanuel Berl a pu décrire de son temps comme « la distinction de beaucoup la plus vivante pour la masse de l'électorat français » et que Jean-François Sirinelli qualifiait il n'y a encore pas si longtemps de « grand clivage français par essence »[6], est en passe de perdre une grande partie de sa signification, même si elles réapparaît de manière fugitive à l'occasion des consultations électorales les plus médiatisées.

*

C'est d'autant plus surprenant —mais également d'autant plus révélateur — que c'est en France que les notions de droite et de gauche ont vu le jour.

On les fait en effet remonter au 28 août 1789, date à laquelle les États-Généraux, réunis depuis le mois de mai et transformés en Assemblée constituante, entamèrent à Versailles un débat sur le droit de veto du roi. Il s'agissait de savoir si, dans le régime de monarchie constitutionnelle qui était en train de s'instaurer, le monarque pourrait ou non disposer d'un droit de décision supérieur à la souveraineté nationale, c'est-à-dire d'un pouvoir primant celui des représentants du peuple réunis en corps politique pour ce qui concerne l'expression de la loi. Pour manifester leur choix, les partisans du droit de veto royal allèrent se placer dans la salle (qui n'était pas un hémicycle) à la droite du président du bureau, tandis que leurs adversaires s'installaient à gauche. La distinction droite-gauche, purement topographique au départ, était née[7]. Elle se répandra progressivement dans toute l'Europe, puis dans le monde entier, s'implantant de façon durable dans les pays latins, de façon plus circonstancielle dans les pays germaniques et surtout anglo-saxons. En France, c'est avec l'avènement de la IIIe République et, surtout, au lendemain de l'affaire Dreyfus qu'elle prendra son sens actuel et passera véritablement dans le langage courant[8].

Quelles sont les raisons de cet effacement progressif des repères, de ce brouillage des notions de droite et de gauche auquel nous assistons aujourd'hui ?

Il y a plusieurs façons de répondre à cette question. L'une d'elles consiste à s'interroger sur le sens exact qu'il faut attribuer aux termes de « droite » et de « gauche », en tentant de les rapporter soit à des thèmes permanents qui les caractériseraient en propre, soit à des tempéraments (des traits psychologiques, des « sensibilités ») dont on pourrait repérer la récurrence au sein de familles politiques bien déterminées, soit encore à des concepts-clés qui en constitueraient le « noyau dur » et dont la valeur heuristique pourrait faciliter l'analyse. Cette démarche débouche sur une impasse. D'une part, les grands thèmes idéologiques n'ont cessé au cours de l'histoire de « voyager » de droite à gauche, ou de gauche à droite. D'autre part, il y a toujours eu plusieurs droites et plusieurs gauches, dont la réduction à un idéaltype unitaire s'est généralement révélée impossible. Ce qu'on entend par « droite » et « gauche » varie enfin considérablement selon les époques et les lieux. Il vaut mieux, dans ces conditions, s'en tenir à quelques observations circonstanciées.

La première observation que l'on peut faire est d'ordre historique. Elle conduit à constater que les trois grands débats qui, depuis deux siècles, avaient entretenu en France le clivage droite-gauche, sont aujourd'hui pour l'essentiel terminés.

Le premier de ces débats est celui qui a eu trait aux institutions. Il commence évidemment avec la Révolution et va opposer pendant près d'un siècle les tenants de la République, les partisans de la monarchie constitutionnelle et les nostalgiques de la monarchie de droit divin. C'est d'abord un débat portant sur la Révolution elle-même, qui débouche sur la Restauration et, avec elle, sur le compromis de 1815 qui marque en quelque sorte l'acte de naissance de la France moderne. C'est ensuite, à partir de la Monarchie de Juillet, un débat sur la définition du régime politique — république ou monarchie — qui s'achève en 1875, avec l'établissement du suffrage universel et l'installation définitive du régime républicain. A partir de cette date, les droites deviennent pour l'essentiel républicaines, tandis que les mouvements monarchistes sont progressivement rejetés aux marges de l'éventail politique.

Le deuxième grand débat, à partir des années 1880, concerne la question religieuse. Opposant partisans d'une conception « cléricale » de l'ordre social et tenants d'une vision purement laïque, il prend tout naturellement le relais de la querelle sur les institutions et se traduit par des polémiques d'une violence aujourd'hui souvent perdue de vue. Pendant quelque temps, il va même s'identifier entièrement au clivage droite-gauche et servir de pierre de touche à toute la vie politique. « Par comparaison, écrit René Rémond, toute autre divergence paraissait secondaire. Quiconque observait les prescriptions de l'Eglise catholique était ipso facto catalogué à droite, et l'anticlérical n'avait pas besoin de produire d'autres preuves de ses sentiments démocratiques et de son attachement à la

République »[9]. C'est dans ce climat que se déroulent successivement l'affaire des « fiches », puis l'affaire Dreyfus (qui fait passer l'antisémitisme de gauche à droite et, pour la première fois, instaure le clivage droite-gauche dans les milieux intellectuels). Cette querelle débouche en 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'État. Elle laissera des traces profondes dans la vie politique française, tout en perdant peu à peu de son acuité avec, d'un côté, le ralliement d'une partie de plus en plus large de la hiérarchie catholique aux institutions républicaines et, de l'autre, l'apparition d'une théorie sécularisée de l'ordre social traditionnel (d'Auguste Comte à Taine), double mouvement qui aboutira à une progressive dissociation de l'Eglise et de la Contre-Révolution. Par la suite, l'étendue du contentieux religieux ne cessera de se rétrécir, pour ne survivre bientôt que dans la querelle scolaire.

Le dernier débat est évidemment le débat social. Entamé en 1830, quand le capitalisme s'impose aux formes économiques héritées du passé, ouvrant ainsi le front d'une lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat, il s'accentue avec le développement de la société industrielle, la naissance du socialisme et l'essor du mouvement ouvrier. Interrompu quelque temps lors de l'« union sacrée » de la Première Guerre mondiale, il rebondit avec force dès 1917. Sur le plan politique, à partir de 1920, être de gauche n'est plus seulement être républicain (puisque tout le monde, ou peu s'en faut, est républicain), ni même être laïc (puisqu'il y a désormais des catholiques de gauche). C'est être socialiste ou communiste.

La question sociale pose alors avant tout le problème du rôle de l'État dans la régulation de l'activité économique et l'éventuelle redistribution des richesses. Partagée entre réformistes et révolutionnaires, la gauche s'identifie au refus de l'économie de marché, voire de la propriété privée, et en tient pour une économie planifiée, centralisée et contrôlée par l'État. Son objectif est d'assurer la promotion ou l'émancipation collective par le moyen d'institutions économiques et sociales réalisant une sorte de contractualité générale à travers la collectivisation des moyens de production. La gauche pose par ailleurs des revendications de nature essentiellement quantitatives et matérielles, ce qui revient à dire qu'elle dénonce les méthodes du capitalisme (l'exploitation du travail et les inégalités dans la répartition des richesses) sans en contester l'objectif central (parvenir à développer toujours plus la production). Enfin, elle cherche à s'ancrer dans le salariat, dont la classe ouvrière constitue le cœur, pour tenter de forger une force politique porteuse d'un projet concret d'émancipation. Ce projet étatique et productiviste perdurera pendant des décennies, avant de s'effondrer à son tour sous les effets conjoints de l'implosion du « socialisme réel » et de l'épuisement du modèle de l'État-Providence, tandis que la « classe ouvrière », devenue elle-même de plus en plus réformiste, s'évaporera progressivement au contact du consumérisme et de l'actionnariat populaire.

Ainsi, comme l'écrit encore René Rémond, « en un laps de temps raccourci, presque tous les sujets sur lesquels se jouaient les élections, se faisaient et se défaisaient les majorités, qui nourrissaient les débats, qui donnaient à la vie politique sens et couleur, ont cessé de susciter les passions, ont perdu comme leur éclat et

ont même disparu de la scène »[10].

Mais venons-en à des considérations plus actuelles. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, l'augmentation rapide du niveau de vie moyen s'est accompagnée d'une profonde transformation des comportements politiques comme des habitudes et des valeurs de la société civile. D'une part, « dans la France enrichie des Trente Glorieuses, le desserrement des contraintes économiques a entraîné celui des contrôles sociaux »[11]. D'autre part, l'extension de la classe moyenne a commencé à effacer les critères de vote confessionnels et sociologiques. Encore au milieu des années soixante, plus on est catholique, plus on vote à droite ; et sur le plan social, plus on est ouvrier — ou plus on se sent tel, car c'est la perception subjective de la classe sociale qui exerce sur le choix politique l'influence la plus décisive —, et plus on vote à gauche. Dix ans plus tard, ce n'est déjà plus tout à fait vrai. Les observateurs soulignent alors la spécificité du comportement politique des « couches moyennes salariées », dont les effectifs ont plus que doublé entre 1954 et 1975 (en raison de l'expansion du tertiaire et du secteur public) et qui votent surtout à gauche, et de celui des « indépendants » (c'est-à-dire de ceux qui travaillent à leur compte), qui votent surtout à droite.

Ce mouvement s'est depuis largement poursuivi. Le sentiment d'appartenance à une classe sociale, tel que le mesurent régulièrement les sondages d'opinion, est tombé de 68 % en 1976 à 56 % en 1987 — et c'est chez les ouvriers qu'il a le plus baissé, passant de 74 % à 50 %. Quant au vote catholique, il se distribue désormais dans tous les secteurs d'opinion : entre 1978 et 1988, la corrélation entre vote de droite et pratique religieuse a baissé de 20 points.

En 1981, l'arrivée de la gauche au pouvoir a paru consacrer la victoire de ce nouveau modèle sociologique. Pour l'expliquer, on invoqua aussi bien l'urbanisation ou la croissance économique que la généralisation du salariat, la tertiarisation de l'économie, le travail des femmes, les conséquences du *baby boom*, etc. Peu après, cependant, le reflux rapide de la gauche au sein même des catégories qui l'avaient portée au pouvoir, en même temps que l'apparition de nouveaux partis (écologistes ou nationaux-populistes) et de nouveaux mouvement sociaux (les « coordinations »), commencèrent à jeter le doute sur la validité de ce schéma et favorisèrent l'apparition de modèles concurrents récusant d'emblée la pertinence du clivage droite-gauche, tout comme ses fondements sociologiques. C'est alors qu'on commença à parler d'un « nouvel électeur », se déterminant au coup par coup, sans excessive considération pour les solidarités sociales ou professionnelles, et ne manifestant qu'une « rationalité » fort limitée[12]. On entrait dans l'ère de ce qu'on a pu appeler le « self-service électoral » ou la « démocratie commerciale »[13]. « Les électeurs prennent à droite et à gauche ce qui leur semble bon, écrira Jérôme Jaffré. Ce phénomène est la démonstration de la déstructuration idéologique des Français qui correspond à l'affaiblissement des grands partis »[14].

Il en a résulté une augmentation notable de la volatilité électorale. En 1946, François Goguel avait calculé qu'entre 1877 et 1936 l'équilibre des forces entre

l'ensemble des droites et le rassemblement des gauches n'avait jamais varié en France de plus de 2 %. Aujourd'hui, on sait que 17 % des électeurs d'extrême gauche des législatives de 1986 ont voté pour un parti de droite au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 — et que 60 % des électeurs de François Mitterrand en 1988 se sont refusés à voter socialiste en 1993.

A cette « déstructuration » de l'électorat répond, au niveau des états-majors politiques et des équipes de gouvernement, un prodigieux recentrage[15]. Non seulement la gauche a fini par accepter les institutions de la Ve République ou le principe de la force nucléaire de dissuasion, qu'elle avait férocement combattus dans le passé, non seulement la droite s'est en grande partie rapprochée de la gauche sur des problèmes tels que la contraception, la peine de mort et les nouveaux modèles d'autorité dans la famille et la société, mais la droite et la gauche semblent l'une et l'autre vouées, dès qu'elles parviennent au pouvoir, à mettre en œuvre de plus en plus la même politique — ce qui n'est évidemment pas fait pour clarifier les choses. Certes, on voit bien que la droite veut un peu plus de libéralisme et un peu moins de social, tandis que la gauche préfère un peu plus de social et un peu moins de libéralisme. Mais au total, entre le social-libéralisme et le libéralisme social, on ne peut pas dire que la classe politique soit véritablement écartelée.

Le résultat le plus clair de ce « recentrage » est que les électeurs, s'estimant constamment déçus, ont de plus en plus tendance à se réfugier dans l'abstention ou à donner leur vote à des partis purement protestataires, tandis que la notion de « classe politique », envisagée globalement, de manière unitaire — et généralement de façon péjorative — prend le pas sur la distinction droite-gauche. Au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, les deux principaux candidats, François Mitterrand et Jacques Chirac, avaient obtenu ensemble 54,1 % des suffrages. Le 21 avril 2002, Chirac et Lionel Jospin n'en ont obtenu à eux deux que 35,8 %. Avec 19,7 % des suffrages, Chirac a en outre enregistré le score le plus bas jamais enregistré par un président sortant depuis 1974 (François Mitterrand en avait obtenu 34,1 % dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1988). Enfin, à droite comme à gauche, les déperditions de votes ont été énormes : six millions de voix ! Au total, si l'on additionne le taux record d'abstention, désormais voisin de 40 %, et le nombre de suffrages qui se sont portés au premier tour sur des candidats marginaux ou n'ayant aucune chance d'être élus, on constate qu'un Français sur quatre vote désormais en dehors du système, et que les « partis de gouvernement » ne représentent plus qu'un tiers de l'électorat.

Une telle transformation du paysage politique donne l'impression de quelque chose qui s'achève. Tel est le sentiment de Serge Latouche, qui écrit : « La forme politique de la modernité est à bout de souffle parce qu'elle a achevé sa course. La droite et la gauche ont réalisé leur programme pour l'essentiel. Le jeu de l'alternance a extraordinairement réussi. La droite éclairée et la gauche revendiquaient l'héritage des Lumières, mais ni l'une ni l'autre ne le revendiquait tout entier. Chacun a vu se réaliser sa part du programme. La gauche, dont

l'imaginaire se rattache au versant radical des Lumières, adorait le progrès, la science et la technique ; de Condorcet à Saint-Simon, on retrouve les mêmes thèmes. La droite libérale et éclairée, de Montesquieu à Tocqueville, exaltait la liberté individuelle et la concurrence économique. La gauche réclamait le bien-être pour tous et la droite la croissance et le droit de jouir du fruit de ses entreprises. Non sans à-coups ni crises, l'État moderne a réalisé tout cela »[16].

Régis Debray observe de son côté : « Lorsqu'il n'y aura pas plus de différence entre la gauche et la droite qu'entre les services d'une banque nationalisée et ceux d'une banque privée, ou entre le journal télévisé d'une chaîne publique et celui d'une chaîne commerciale, on passera de l'une à l'autre sans regrets et, qui sait, sans s'en rendre compte »[17].

On en est là, apparemment.

Certains s'en réjouiront, au nom des bienfaits du « consensus » — ce consensus qu'Alain Minc n'a pas hésité à assimiler à un « cercle de raison ». Ils auront tort. D'abord parce que la démocratie, ce n'est pas l'extinction du conflit, mais le conflit maîtrisé. Pour qu'une société politique fonctionne normalement, un consensus doit évidemment s'établir sur le cadre et sur les modalités du débat. Mais si le consensus fait disparaître le débat lui-même, alors la démocratie disparaît du même coup, parce qu'elle implique par définition, sinon la pluralité des partis, du moins la diversité des opinions et des choix, en même temps que la reconnaissance de la légitimité d'un affrontement entre ces opinions et ces choix, afin que l'adversaire ne soit pas transformé en ennemi (car l'opposition d'hier peut être la majorité de demain). Or, si les partis ne sont plus séparés que par des différences programmatiques insignifiantes, si les factions concurrentes mettent en œuvre fondamentalement les mêmes politiques, si les unes comme les autres ne se distinguent plus ni sur les objectifs ni même sur les moyens de les atteindre, bref si les citoyens ne se voient plus présenter d'alternatives réelles et de véritables possibilités de choix, alors le débat n'a plus de raison d'être et le cadre institutionnel qui lui permettait d'avoir lieu n'est plus qu'une coquille vide dont on ne peut s'étonner de voir une majorité d'électeurs se détourner.

Mais l'excès de consensus est encore antidémocratique d'une autre façon. On ne doit pas oublier en effet que, contrairement à ce qu'affirment les tenants du « marché politique » (qui postulent un électeur cherchant avant tout à maximiser rationnellement son meilleur intérêt à l'occasion des scrutins), le vote est avant tout un moyen de représentation et d'affirmation de soi[18]. Or, dans un contexte où la submersion progressive de tout l'espace social par les classes moyennes tend déjà à vider les notions de droite et de gauche de tout contenu sociologique, si l'électorat a de surcroît le sentiment qu'aucune alternative ne lui est offerte par les partis qui se disputent le pouvoir, il est clair que cet électorat ne pourra que se désintéresser d'un jeu politique qui ne lui permet plus d'exprimer par le suffrage une appartenance ou une affiliation. La sortie de la « démocratie d'identification » (Pierre Rosanvallon) contribue alors à la montée de l'abstention, qui débouche elle-

même sur l'anomie sociale. S'y ajoute l'exclusion de ceux qui, étant socialement marginalisés, ne se sentent plus concernés par les jeux du pouvoir. Dans tous les cas, le risque est grand de voir se mettre en place, non pas une société pacifiée par le « consensus », mais au contraire une société dangereuse et potentiellement belligène, où il ne faudra pas s'étonner de voir revenir en force, et sous des formes parfois pathologiques, d'autres modes d'affirmation identitaire (religieuse, ethnique, nationale, etc.), qui ne résulteront pas d'on ne sait quel désir de « pureté dangereuse », mais seront la conséquence logique du fait qu'il n'est désormais plus possible de s'affirmer en tant que citoyens.

Or, c'est bien dans cette direction que nous allons aujourd'hui. Tout y concourt : la multiplication des « affaires » et des scandales, qui fait basculer politiciens de droite et de gauche dans un même discrédit ; l'individualisme dominant, qui favorise la désertion civique et le repli sur la sphère privée ; le contraste entre la démesure des ambitions affichées et l'insignifiance des résultats obtenus ; la transformation du jeu politique en un spectacle médiatique où le faire-savoir compte toujours plus que le savoir-faire ; l'atonie de la pensée et l'anomie du social. En fin de compte, la classe politico-médiatique —la Nouvelle Classe — apparaît comme formée de professionnels de plus en plus étrangers à la société « d'en bas », et les partis comme des machines à vendre des produits électoraux au seul profit de leurs dirigeants du moment. La vie politique, en d'autres termes, si l'on tient à l'analyser en termes de marché, se caractérise par une offre de plus en plus réduite face à une demande de plus en plus indifférente et mécontente, parce que de plus en plus désorientée.

*

Mais revenons au recentrage. D'où provient-il ? D'abord, bien sûr, de l'accumulation des déconvenues et des désillusions entraînées par l'effondrement d'idéologies naguère hégémoniques et de modèles sociaux-historiques ayant aujourd'hui perdu toute crédibilité. Cet effondrement, couronné par l'implosion du système soviétique, a ruiné bien des espoirs et fait croire à tort à la « fin des idéologies », c'est-à-dire à la disparition de l'un des ressorts les plus puissants de l'imaginaire politique. La décoloration qui en a résulté a emporté les repères et gommé les différences.

Mais elle a aussi répandu l'idée que quantité de phénomènes négatifs relèvent désormais de l'« inéluctable ». En tout premier lieu, bien entendu, les « lois » présidant au fonctionnement de l'économie marchande dans les sociétés modernes, auquel s'ajoute l'essor incontrôlé de technologies obéissant elles-mêmes à leur dynamique propre. Tous ces phénomènes ont été décrétés inévitables parce que l'on a perdu l'habitude de s'interroger sur les finalités, et qu'on s'est accoutumé à l'idée qu'il n'est plus possible de faire prévaloir une décision (ce qui est effectivement de plus en plus souvent le cas). Il en a résulté une négation de l'essence même du politique et sa réduction au rang d'une simple technique de gestion administrative. La montée de la technocratie, qu'il faudrait plutôt appeler

expertocratie, avait déjà ouvert la voie. Sa principale caractéristique est de donner à croire que les choix politiques ne sont affaire que de compétence technico-rationnelle, en sorte qu'à tout problème il ne peut y avoir qu'une solution. Cette croyance est elle aussi antidémocratique, puisque pour les experts « le pluralisme résulte toujours, soit d'un malentendu, soit d'un manque d'intelligence : d'un côté, il y a des experts qui savent, de l'autre, des individus qui ne savent pas. Il suffit aux seconds d'être rationnels, bien informés, pour se ranger à l'avis des premiers »[19].

L'un des faits les plus marquants, de ce point de vue, est assurément l'incapacité croissante des Etats et des gouvernements, tant à maîtriser l'évolution de la société, qui dépend aujourd'hui essentiellement du développement des techniques, qu'à réagir à l'internationalisation des espaces nationaux, à l'avènement d'une économie planétaire et au déploiement des flux mondiaux d'information. Aucune stratégie nationale ne permet plus désormais de faire face à des problèmes tels que l'accroissement du chômage, du trafic de la drogue, de la précarité ou de l'exclusion. Dépossédé de ses moyens d'action traditionnels par des emprises qui excèdent largement ses ressources, l'État-nation en est de plus en plus réduit à la gestion quotidienne de phénomènes qui le dépassent, c'est-à-dire au pilotage à vue, alors même qu'il ne cesse de perfectionner ses techniques de répression et de contrôle social. « La crise du Welfare State, observe à ce propos Sami Naïr, est d'abord la crise de l'État-nation, incapable de faire face au mouvement d'internationalisation des capitaux. La structure du marché des capitaux, et donc des formes de la concurrence qui en résultent, est déterminée aujourd'hui par des oligopoles extranationaux face auxquels l'État national traditionnel n'a guère de prise ; le marché intérieur national est de part en part traversé par des stratégies oligopolistiques et l'État est condamné à un dilemme tragique auquel il ne peut se résoudre : ou un protectionnisme drastique aux conséquences économiques et sociales très incertaines, ou une capitulation en règle devant les intérêts des grands pôles économiques internationaux »[20].

Le problème est précisément — et c'est encore l'une des causes de brouillage du clivage droite-gauche — que la droite et la gauche ont l'une et l'autre choisi la capitulation. De la part de la droite, cela ne saurait vraiment surprendre, car il y a longtemps qu'elle a choisi, par gros bataillons, de s'allier à l'argent et aux classes qui en sont détentrices. « C'est ainsi, a pu écrire Bernard Charbonneau, que l'amour de la patrie, justifiant la protection des intérêts économiques par l'État, devint sa caricature : le chauvinisme ; et la direction des meilleurs justifiant l'arbitraire des plus riches nous rendit impossible la distinction d'une aristocratie vivante et d'une soi-disant "élite" que l'argent seul désigne »[21]. Ce faisant, la droite se condamnait elle-même. « Car ces valeurs dont la droite se réclame, poursuit Charbonneau, sont précisément celles qui la jugent : que sont les critiques que la gauche fait à la droite en comparaison de celles que la droite pourrait se faire à elle-même ! Elle affirme la propriété, et au profit d'un seul le capitalisme dépossède des millions d'individus, réalisant les premières entreprises d'expropriation massive des temps modernes. Elle affirme la patrie, et pour la grandeur d'une seule le nationalisme nourrit une volonté de puissance qui tend à la

destruction de toutes les patries. Elle affirme la décision et le caractère, et pour l'arbitraire d'un seul, qu'il soit monarque ou patron, elle transforme en serfs tous les autres. Défendant la liberté, partout la droite tend au monopole [...] Contre le matérialisme marxiste, [elle] se pose en champion de l'autorité de l'esprit, mais elle sert une classe sociale dont l'activité économique est la raison d'être...»[22].

Quand elle ne s'est pas épuisé dans des combats d'arrière-garde, la droite classique a en fait toujours été confrontée à une contradiction insurmontable. D'un côté, il lui fallait répondre aux exigences de rentabilité, de compétitivité et de modernisation qui étaient vitales pour ses intérêts ; de l'autre, pour continuer à jouir de l'appui de son électorat, il lui fallait paraître incarner des valeurs traditionnelles (autorité, patrie, famille, etc.) qui sont précisément celles que ne cessent de saper la logique de la marchandise et ce que Jürgen Habermas a appelé la « colonisation du monde vécu » par les « sous-systèmes économique et administratif ».

Aussi longtemps que le capitalisme « marchait à la nation », ce dilemme pouvait encore être surmonté. La modernisation économique pouvait en effet être présentée comme un adjuvant de la grandeur nationale, et parfois même du nationalisme conquérant. Il n'en va plus de même à une époque où l'économie-monde s'efforce de supprimer toutes les singularités locales qui font obstacle à son mouvement ou risquent de ralentir son expansion. Désormais, le capitalisme libéral ne peut plus avoir de « stratégie nationale » : l'avènement de l'économie mondialisée le conduit à assigner comme tâche principale à l'État d'accompagner la mondialisation en cours au moyen d'une législation politico-économique appropriée, assortie de nouvelles procédures de contrôle intérieur afin de désarmer toute forme de contestation sociale[23]. On en voit en France le résultat avec la conversion d'une large partie de la mouvance gaulliste à ce libéralisme qu'exécrait le général de Gaulle — avec pour conséquence l'apparition, aux marges de l'éventail politique, de mouvements de protestation sociale qui creusent encore un peu plus le fossé séparant les états-majors de leurs électorats.

La droite d'argent n'a pas de convictions de principe, elle n'a que des intérêts de principe. « Voilà pourquoi, entre autres, elle se montre si magistrale dans sa maîtrise de ce que l'on pourrait appeler le relativisme des idéologies. Toutes les représentations peuvent lui servir à condition qu'elles ne contreviennent pas au système de ses intérêts »[24].

Et la gauche ? Eh bien, elle a suivi la même voie. Il y a encore une vingtaine d'années, elle se présentait comme un vieux socle républicain, recouvert de sédiments socialistes et communistes, voire libertaires. Cet ensemble hétérogène était plus ou moins unifié par une même culture politique, des références sociologiques communes, et aussi — c'est du moins ce que l'on disait couramment — une certaine morale. Depuis lors, cette culture politique a éclaté. La classe ouvrière a vu ses contours s'effacer. Discrédité par l'échec du « socialisme réellement existant », le courant communiste n'a pas survécu à l'effondrement du bloc soviétique. Le courant libertaire n'est plus qu'un ruisseau souterrain, qui

s'écoule encore ici ou là. Quant au courant socialiste, qui était la composante principale de la gauche, il a été atteint de plein fouet par la crise de l'État-Providence.

Le socialisme se voulait une idéologie émancipatrice permettant à l'homme, par-delà toutes les formes de domination et d'exploitation sociale, de récupérer son propre, c'est-à-dire de se restituer à lui-même dans toute son authenticité. La réalisation de cet objectif supposait une transformation radicale de la société organisée par le capitalisme triomphant. Toute l'histoire du mouvement ouvrier a tourné autour du débat relatif à la nature de cette transformation et aux meilleurs moyens d'y parvenir. Les uns en tenaient pour la rupture violente, les autres pour l'évolution graduelle. Les premiers ne sont parvenus qu'à mettre en place des dictatures d'un genre encore jamais vu, tandis que les seconds en ont été réduits à renvoyer perpétuellement à plus tard l'aboutissement de leurs efforts, faute d'avoir trouvé la porte de sortie du système capitaliste ou d'avoir pu en assurer la « recomposition sociale ».

Il était déjà paradoxal de faire de l'État le moyen de réaliser l'émancipation de tous, puisque la principale caractéristique du modèle étatico-paternaliste est de déposséder les individus de leur autonomie en échange des sécurités qu'il leur assure. Aujourd'hui, sous l'effet des pesanteurs bureaucratiques et des limitations fiscales, ce sont tous les modèles d'intervention par le haut qui se sont effondrés. Parallèlement, la dévaluation massive de l'idée de progrès a ruiné les représentations optimistes d'un avenir censé coïncider automatiquement avec un idéal émancipateur.

En l'espace de quelques années, ce sont toutes les constructions idéologiques de la gauche qui se sont ainsi affaiblies ou écroulées. « Depuis plus d'une décennie, écrit Sami Naïr, la crise des représentations de l'avenir, la déliquescence des grands récits organisateurs du futur (socialisme, communisme) ne cessent de s'approfondir. Ce processus entraîne des déplacements culturels, politiques et sociologiques considérables ; des pans entiers du socialisme comme vision s'effondrent ; on assiste à une disparition progressive des valeurs-leviers de la gauche ; la notion d'exploitation s'estompe du vocabulaire polémique, celle d'égalité est, dans le meilleur des cas, balbutiée avec componction dans la confrontation politique. L'impression générale est que le socialisme, depuis longtemps en déroute sous sa forme bureaucratique dans les pays de l'Est, est également frappé de rachitisme dans sa version démocratique »[25]. « Depuis qu'on lui a cassé son concept de progrès, ajoute Peter Glotz, que l'humanisme du siècle des Lumières est devenu une notion universelle, la gauche est philosophiquement désorientée. Sa théorie économique est ébréchée parce que la crise du marxisme lui a, qu'on le veuille ou non, dérobé sa vision économique propre ; et la voici, de surcroît, menacée de perdre un avantage ancien : la solide organisation des syndicats et partis ouvriers. Elle se retrouve désorientée dans l'époque postmoderne »[26].

En arrivant au pouvoir en 1981, la gauche aurait pu saisir cette occasion pour se recomposer. C'est le contraire qui s'est passé. Non seulement le règne de François Mitterrand a vu s'accélérer le brouillage, mais la gauche a si bien assimilé la « culture de gouvernement » que, mettant les bouchées doubles, elle a soudain adhéré à tout ce qu'elle dénonçait la veille —en surenchérissant. A partir de 1982-83, l'adoption d'un nouveau cap économique confirme brutalement le recentrage. La critique du capitalisme est abandonnée, et avec elle l'idée que l'État, à défaut d'être le moteur de l'économie, peut avoir au moins un droit de regard sur le secteur privé. Réhabilitation du profit, apologie du marché et de la « culture d'entreprise », progression des revenus du capital supérieure à celle des revenus du travail : le virage est complet. Le résultat, ce sera l'envol de la Bourse, la corruption tous azimuts et la promotion de Bernard Tapie au rang de modèle du « gagnant ».

En 1979, François Mitterrand et ses amis présentaient au congrès de Metz du parti socialiste une motion de synthèse affirmant que « la rigueur économique dans le sens où l'entendent les maîtres du pouvoir constitue un formidable mensonge ». En 1992, le projet socialiste intitulé « Un nouvel horizon » déclare : « Oui, nous pensons que l'économie de marché constitue le moyen de production et d'échange le plus efficace. Non, nous ne croyons plus à une rupture avec le capitalisme ». On mesure l'évolution intervenue. C'est elle qui a permis à Michel Rocard de redéfinir le socialisme comme une « sorte de capitalisme tempéré » (sic). Témoignent de cette convergence les réponses aux questions posées régulièrement aux Français par la Sofres pour savoir quels sont les termes qui évoquent pour eux quelque chose de positif ou de négatif. En novembre 1989, l'un de ces sondages permet de constater que le mot « libéralisme » recueille désormais 59 % d'opinions positives chez les sympathisants socialistes, tandis qu'une majorité d'électeurs UDF jugent avec faveur le mot « sociale-démocratie »[27]. Entre avril 1981 et octobre 1990, François Mitterrand étant chef de l'État, les termes qui gagnent dans l'opinion le plus d'appréciations positives sont « profit », « capitalisme » et « participation » ; ceux qui en perdent le plus, « socialisme », « syndicats » et « nationalisations ». En 1992, Roland Cayrol conclut : « Sur le libéralisme, la concurrence, la participation et le profit, la tendance aux convergences est la loi de la décennie »[28].

La droite avait déjà été corrompue par la richesse ; la gauche a été corrompue par le pouvoir. La droite ralliée à l'argent a plus que la gauche contribué à détruire les valeurs qu'elle prétendait conserver. La gauche ralliée à l'argent a plus que la droite contribué à empêcher l'avènement de la société nouvelle qu'elle voulait mettre en place. Bref, la gauche a perdu ses principes face à une droite qui ne s'est jamais soucié exagérément de respecter les siens, confirmant ainsi le propos de Bernard Charbonneau : « Décrire l'évolution de la gauche et de la droite, c'est tracer la courbe de leur trahison vis-à-vis d'elles-mêmes. Comment la valeur vivante s'est immédiatement sclérosée dans l'idée, comment la fureur de la lutte a progressivement déformé l'idée en mensonge justificatif ; et comment, animées par la même volonté de puissance, servies par les mêmes moyens, des idéologies

dissemblables ont fini par se confondre dans un même chaos : voilà leur histoire »[29].

La droite a perdu son ennemi principal : le communisme. La gauche a choisi de composer avec le sien : le capitalisme. Il en résulte que la droite ne peut plus mobiliser ses électeurs en dénonçant le « péril collectiviste », tandis que la gauche ne peut plus rassembler les siens en leur proposant de « changer de société ». Cela ne les empêche d'ailleurs pas de tenter périodiquement de ranimer des querelles obsolètes. Mais les mythes symétriques de l'anticommunisme et de l'antifascisme, évocations polémiques d'une époque aujourd'hui révolue, ne pourront pas servir éternellement à faire l'économie d'une réflexion en profondeur ni à masquer le vide des idées[30]. Un jour ou l'autre, il faudra bien reformuler des identités.

Pour l'heure, on en est encore loin. Tandis que la droite populiste se cherche une identité de rechange grâce au débat sur l'immigration — c'est-à-dire, en dernière analyse, grâce aux immigrés —, la gauche s'épuise en « rénovations » et « refondations » diverses, ou bien cherche à se reconstituer aux marges de la vie publique sur les thèmes de l'aide aux minorités, de la solidarité avec les plus démunis et de la lutte contre l'exclusion. Si sympathiques qu'ils puissent être — et en supposant qu'ils répondent à une volonté d'altruisme vécu authentique, et non à un simple besoin de bonne conscience ou de confort moral —, de tels objectifs sont aussi malheureusement un aveu d'échec. Remplacer les critères idéologiques par des critères purement moraux, réduire l'action militante à l'aide d'urgence aux blessés du changement et la justice à une version profane de cette *caritas* que les théologiens du Moyen Âge définissaient comme une forme d'amour non sensuelle, revient à tenter seulement de corriger les défauts ou les excès d'une société qu'on est incapable de changer, c'est-à-dire finalement à la renforcer. Si la gauche s'attaque aux seules conséquences de la dissolution du lien social, en se transformant en dame d'œuvre dans la meilleure tradition du paternalisme qu'elle dénonçait autrefois, c'est qu'elle est incapable d'agir sur les causes. Or, agir en politique c'est construire, et pas seulement réparer. Réanimer le lien social implique d'abord la création de nouveaux espaces publics où puissent se manifester des formes actives de citoyenneté.

*

La division droite-gauche est née de la modernité, elle s'efface avec elle. Depuis deux siècles, il y a toujours eu une droite et une gauche, mais leurs contenus ont continuellement changé. Il n'y a ni droite métaphysique ni gauche absolue, mais seulement des positions relatives et des systèmes de relations variables, qui se composent et se recomposent constamment ; on ne peut, si l'on veut les comprendre, les abstraire de leur contexte. « A chaque époque, certaines oppositions disparaissent ou perdent de leur importance, tandis que d'autres, qui semblaient secondaires, viennent tout à coup occuper le premier plan »[31].

Globalement parlant, la droite a eu ses qualités comme la gauche a eu les

siennes. Elles ont eu aussi leurs défauts. A gauche : universalisme égalitaire, économisme, croyance au progrès, moralisme social. A droite : autoritarisme, conspirationnisme, ordre moral, mentalité obsidionale et restaurationniste, paresse intellectuelle, conception essentialiste-fétichiste de l'identité, phobies diverses comme autant de formes de ressentiment ou de surinvestissement narcissique.

Aujourd'hui, la droite, dans toutes ses variantes, n'a visiblement plus rien à dire. Soit elle joue délibérément un rôle d'avant-garde dans l'essor du turbocapitalisme, indifférente au fait que la logique du marché liquide toutes les valeurs qu'elle prétend être les siennes, soit elle campe sur des positions nationalistes-jacobines archaïques, soit elle se pose carrément comme la voiture-balai des années trente. Mais la gauche est également confrontée à une profonde crise d'identité. En novembre 1999, Lionel Jospin déclarait lui-même que le socialisme n'existe plus, ni comme « système doctrinal » ni « comme système de production, la supériorité du marché sur la planification [s'étant] montrée incontestable ». Il reste à savoir si le socialisme se réduit à la « planification ». Bien entendu, on peut toujours envisager le socialisme (ou n'importe quelle autre doctrine) de deux manières : en tant qu'idéaltype, sur la base d'une définition fondatrice, ou de manière empirique, comme réalité historique effectivement observée. Les deux méthodes se complètent. En fait, le socialisme n'a pas nécessairement pour but de créer une société d'égaux, mais plutôt une société garantissant à chacun l'épanouissement de sa personnalité au sein de la société globale, objectif qui peut certes impliquer la réduction de certaines inégalités, mais qui ne se confond pas avec elle. Le vrai socialisme est celui qui se fonde sur la solidarité et la réciprocité. Il est la doctrine qui veut fonder le lien social sur des valeurs partagés et des interdépendances vécues, qui lutte contre l'aliénation ou l'hétéronomie, c'est-à-dire contre la désappropriation de soi. Tout autant qu'à la justice sociale, il peut donc tendre aussi à l'authenticité, et donc à l'identité.

Dans la mesure où le libéralisme, qui était à l'origine une idéologie de gauche, est aujourd'hui devenu une pratique de droite, dans la mesure où le socialisme, qui était à l'origine un idéal d'émancipation, est aujourd'hui devenu une pratique de gestion d'un modèle social suraliénant, la question se pose de savoir où se situer. Critique du consumérisme et des valeurs marchandes, respect des identités collectives et des spécificités culturelles, création d'espaces de socialité organique, d'autonomie et de citoyenneté populaire, respect du pluralisme, refus de l'individualisme, mise en place de structures de solidarité, défense de l'environnement : quelle famille politique est aujourd'hui la mieux placée pour réaliser un tel programme ?

Ce qui rend aujourd'hui le clivage droite-gauche obsolète, ce n'est pas seulement le fait que, depuis une quinzaine d'années, la gauche n'a cessé de se « droitiser » en matière économique, tandis que la droite se « gauchisait » en matière de culture et de mœurs, donnant ainsi naissance à un vaste centre modéré où viennent se fondre des courants qui s'opposaient encore hier —car le centre ne peut à lui seul effacer le contraste par rapport aux pôles qui l'entourent —, c'est

aussi la présence d'un « tiers transversal » à tous les camps. Qu'il s'agisse de la guerre du Golfe, de l'agression des forces de l'OTAN contre la Serbie, des négociations dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de la réunification de l'Allemagne et de ses suites, du débat sur la construction européenne et la monnaie unique, des controverses à propos des identités culturelles ou des biotechnologies, tous les débats qui ont eu lieu ces dernières années ont produit des divisions irréductibles aux clivages traditionnels. Les lignes de fracture sont désormais transversales : elles passent à l'intérieur de la droite comme à l'intérieur de la gauche. Elles dessinent d'ores et déjà de nouveaux clivages.

L'effacement de la distinction droite-gauche ne veut en effet pas dire que toutes les distinctions politiques vont disparaître, mais seulement que cette distinction-là, telle qu'on l'a connue jusqu'à une période récente, a perdu l'essentiel de sa signification. Reflet d'une époque qui s'achève, elle a fait son temps. Mais il y aura de nouveaux clivages. On voit déjà s'esquisser des frontières inédites, que ce soit autour de la postmodernité, de la place du travail salarié, de l'Europe et des régions, des identités culturelles, du productivisme ou de l'environnement. Sans doute ces débats n'ont-ils pas encore entraîné de véritables reclassements, mais nous ne sommes de toute évidence qu'au début d'un processus de recomposition de longue durée.

On verra alors que des notions posées dans le passé comme contradictoires étaient en fait complémentaires. Tout le monde connaît la célèbre apostrophe de José Ortega y Gasset : « Être de gauche ou être de droite, c'est choisir une des innombrables manières qui s'offrent à l'homme d'être un imbécile ; toutes deux, en effet, sont des formes d'hémiplégie morale »[32]. Bernard Charbonneau disait, lui : « Nous sommes maurrassiens ou marxistes, comme certains insectes conservent un œil aveugle dans la nuit des gouffres »[33]. Il ajoutait : « La discussion des principes entre la droite et la gauche est absurde, parce que leurs valeurs se complètent [...] La liberté en soi ou l'ordre en soi ne peuvent être que le mensonge qui dissimule la tyrannie et le chaos. La vérité n'est pas à droite ou à gauche, aussi n'est-elle pas dans leur juste milieu, elle les contient dans la tension de leurs exigences extrêmes. Et si un jour elles doivent se rencontrer, ce ne sera pas dans le reniement, mais en allant au bout d'elles-mêmes »[34]. Et de conclure : « Le jour est enfin venu pour nous de rejeter à la fois la droite et la gauche, afin de réconcilier en nous la tension de leurs aspirations fondamentales »[35].

De la distinction droite-gauche, Jean Baudrillard écrivait récemment : « Si un jour l'imagination politique, l'exigence et la volonté politiques ont une chance de rebondir, ce ne peut-être que sur la base de l'abolition radicale de cette distinction fossile qui s'est annulée et désavouée elle-même au fil des décennies, et qui ne tient plus que par la complicité dans la corruption »[36]. Dépasser cette distinction, ce n'est pas se situer « ni à droite ni à gauche », ce qui ne veut pas dire grand chose, mais plutôt « et à droite et à gauche ». Ce pourrait être une façon de n'être plus hémiplégique ou de cesser d'être borgne. Les idées ne valent jamais par l'étiquette

que l'on appose sur elles. Plus que des idées de droite ou de gauche, la seule chose qui compte est de défendre des idées justes.

A. B.

1. *Éléments d'une doctrine radicale*, 1925.

2. Sondage Sofres, in *Le Point*, 27 novembre 1989, pp. 62-65. Le même sondage révélait qu'une majorité de sympathisants socialistes ne voyait plus de différences sensibles avec la droite sur des sujets tels que les droits de l'homme, la culture ou la protection sociale, tandis qu'une majorité d'électeurs RPR-UDF déclaraient ne plus en voir avec la gauche sur des thèmes comme l'école, la lutte contre la délinquance ou la politique de l'information.

3. Cf. *Le Point*, 3 décembre 1990, pp. 56-57 ; *Le Nouvel Observateur*, 1er juillet 1993, p. 42.

4. Cf. *Le Nouvel Observateur*, 1er avril 1988, pp. 42-43.

5. Cf. Emeric Deutsch, Denis Lindon et Pierre Weill, *Les familles politiques aujourd'hui en France*, Minuit, 1966, pp. 13-14.

6. Entretien avec *Le Magazine littéraire*, avril 1993.

7. La date du 28 août 1789 est la plus souvent citée, mais elle ne fait pas l'unanimité. Certains auteurs parlent du 11 août, d'autres du mois de septembre. Dans leur *Histoire parlementaire de la Révolution française*, publiée en 1834, Buchez et Roux soutiennent que la polarisation droite-gauche est apparue avant le 27 juin. Deux ans plus tard en tout cas, un texte de *L'Ami des Patriotes*, publié le 27 août 1791, parle déjà de « droite » et de « gauche » au sein de la Constituante.

8. Cf. notamment Marcel Gauchet, « La droite et la gauche », in Pierre Nora (éd.), *Les lieux de mémoire*, vol. 3 : *Les France. 1 : Conflits et partages*, Gallimard, 1993, qui montre que la diffusion des termes a plus tardé à s'imposer qu'on ne le croit.

9. *La politique n'est plus ce qu'elle était*, Calmann-Lévy, 1993, p. 26.

10. Ibid., p. 21.

11. Jean-François Sirinelli, « La morale entre droite et gauche », in *Morale et politique*, n° spécial de *Pouvoirs*, 63, 1993.

12. Nonna Meyer et Pascal Perrineau notent à ce propos que « la notion même de "rationalité" politique est très relative. L'électeur fidèle au parti qui lui semble défendre les intérêts de sa classe sociale ou les valeurs de sa religion n'est pas moins rationnel que celui qui en change ; celui qui oscille entre partis appartenant à la même famille politique, pas plus rationnel que celui qui transgresse la frontière gauche-droite » (*Les comportements politiques*, Armand Colin, 1992, p. 87).

13. Cf. Denis Jeambar et Jean-Marc Lech, *Le self-service électoral. Les nouvelles familles politiques*, Flammarion, 1992, pp. 21-22 et 151-162.

14. *La Tribune de L'Expansion*, 23 mars 1992.

15. Cf. François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon, *La République du Centre. La fin de l'exception française*, Calmann-Lévy, 1988.

16. « Le MAUSS est-il apolitique ? », in *La Revue du MAUSS*, 3e trim. 1991, pp. 70-71. Dans un esprit voisin, Jacques Julliard a pu dire que « c'est de son propre succès que la gauche est sortie exsangue : elle se meurt d'avoir en deux siècles réalisé l'essentiel de son programme » (« Une quatrième vie pour la gauche », in *Le Nouvel Observateur*, 25 février 1993, p. 44). Pour être juste, il faudrait dire qu'elle « se meurt » aussi d'avoir vu une partie de ce programme réalisé par ses adversaires. De leur côté, Gérard Grumberg et Étienne Schweisguth constatent que la droite défend surtout le libéralisme économique, tandis que la gauche défend surtout le libéralisme culturel, le libéralisme philosophique réconciliant apparemment tout le monde : « La forte liaison du libéralisme culturel et de l'orientation à gauche d'un côté, du libéralisme économique et de l'orientation à droite de l'autre, pourrait conduire à se demander si ces deux libéralismes ne constituent pas les deux pôles opposés d'une seule et même dimension, qui ne serait autre que la dimension droite-gauche elle-même » (« Libéralisme culturel et libéralisme économique », in Daniel Boy et Nonna Mayer, éd., *L'électeur français en question*, CEVIPOF-Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990). Mais ils observent aussi que « le croisement des deux échelles de libéralisme économique et de libéralisme culturel fait apparaître une relation très faible entre eux», ce qui aboutit à un résultat paradoxal : « Le libéralisme économique et le libéralisme culturel ont chacun une forte relation statistique de sens opposé avec la dimension droite-gauche et, pourtant, ne sont que très faiblement liés négativement l'un à l'autre » (ibid.).

17. *Que vive la République*, Odile Jacob, 1989. Cf. aussi Max Gallo, *La gauche est morte, vive la gauche*, Odile Jacob, 1990.

18. Pour une critique de la théorie du « marché politique », cf. notamment Pierre Merle, « L'Homo politicus est-il un Homo œconomicus ? L'analyse économique du choix politique : approche critique», in *Revue française de science politique*, février 1990, p. 75.

19. Pierre Rosanvallon, « Repenser la gauche », entretien avec *L'Express*, 25 mars 1993, p. 116.

20. « Le socialisme n'est plus ce qu'il était », in *L'Événement européen*, 1, 1988, pp. 101-102.

21. *L'État*, Economica, 1987, p. 153.

22. Ibid.

23. Cf. André Gorz, « Droite/gauche. Essai de redéfinition », in *La Revue du MAUSS*, 4e trim. 1991, pp. 16-17.

24. Sami Naïr, art. cit., p. 104.

25. Ibid., p. 95.

26. « Le malaise de la gauche », in *L'Événement européen*, 1, 1988.

27. *Le Point*, 27 novembre 1989, pp. 62-65.

28. « La droite, la gauche et les références idéologiques », in Sofres (éd.), *L'état de l'opinion 1992*, Seuil, 1992, p. 67.

29. Op. cit., p. 152.

30. Sur l'antifascisme, cf. l'opinion de Karl Dietrich Bracher : « L'antifascisme n'est pas une notion scientifique. C'est un concept idéologique et politique dont l'utilité a été de sceller une alliance contre l'horreur nazie, mais qui a aussi servi à donner une définition trop restrictive de la démocratie ». Cf. aussi Annie Kriegel, « Sur l'antifascisme », in *Commentaire*, été 1990, pp. 299-302, qui qualifie l'antifascisme de « mythe stalinien par excellence » et lui attribue la triple caractéristique d'être « un concept à éclipse, un concept à géométrie variable, un concept fusionnel ».

31. Étienne Schweisguth, *Droite-gauche : un clivage dépassé ?*, Documentation française, 1994, p. 3.

32. *La révolte des masses*, Livre-Club du Labyrinthe, 1986, p. 32. Ortega est revenu à plusieurs reprises sur cette idée, notamment dans un article de 1930 (« Organización de la decencía nacional ») et dans un recueil de 1931 (« Rectificación de la República »), où il qualifie les termes de droite et de gauche de « paroles stériles » et de « vocables du passé ».

33. Op. cit., p. 152.

34. Ibid., pp. 150-151.

35. Ibid., p. 158.

36. *De l'exorcisme en politique ou la conjuration des imbéciles*, Sens et Tonka, 1998, pp. 19-20.